



PRIX DE L'ABONNEMENT.

	La Haye.	Provinces.
Sur un an . . .	26 fl.	30 fl.
» six mois . . .	14 »	16 »
» trois mois . . .	7 »	8 »

PRIX DES INSERTIONS.

Les premières 5 lignes fl. 1.50 l'imbr
compris et 10 cts. par ligne en sus.

JOURNAL DE LA HAYE.

BUREAU DE LA REDACTION

à La Haye, Spui, n° 75.
BUREAU POUR L'ABONNEMENT ET LES
ANNONCES,
Chez M. van Wouden, libraire, Spui
et chez les Héritiers Dourmann,
libraires, Lange Pooten, à La Haye.
Les lettres et paquets doivent être
envoyés à la direction franc de port.

LA HAYE, 3 Avril.

Situation.

Les journaux, qui, il y a quinze jours, disaient que le maintien de la paix européenne paraissait, sinon certain, du moins probable, sont d'avis que cette espérance se trouve bien diminuée maintenant. Il semble difficile, lisons-nous dans l'Indépendance belge, qu'une lutte n'éclate pas à la suite des événements qui se sont produits pendant cette dernière quinzaine. Les divers Etats de l'Europe, l'Italie, l'Allemagne, la Russie, la France, se préparent donc à toutes les éventualités. On a reçu notamment à Francfort des communications directes de l'intérieur de la Russie, d'après lesquelles il ne peut plus y avoir de doute sur les armements considérables que fait la Russie.

Le règne de la fraternité universelle, de l'alliance intime de tous les peuples n'est décidément pas encore venu.

La situation intérieure est toujours excessivement tendue en France, et la peur, qui aggrave encore ce que cette situation a de difficile, semble s'accroître au lieu de diminuer. On compte les jours, les heures, qui séparent encore le moment actuel de celui de la réunion de l'Assemblée nationale.

La situation de la banque de France est une des plus déplorable conséquences des événements qui viennent de s'accomplir. Naguère cet établissement était le premier de l'Europe; ses actions ont valu pendant un moment 3,800 fr. Il doit être en ce moment bien compromis, puisque ces mêmes actions, qui ont valu 3,800 fr., sont à 1,150 fr., c'est à dire à 50 fr. au-dessous du pair. Le capital des actions de la banque de France a été porté à 1,200 fr. à la suite d'une distribution de dividendes. Le bruit qui a couru, depuis avant-hier, que le gouvernement avait besoin de faire un emprunt de 50 millions de francs à la banque paraît avoir été le signal d'une baisse nouvelle à la bourse de vendredi.

Toutes les provinces de Prusse n'accueillent pas avec une égale satisfaction la nouvelle de la révolution qui s'est accomplie dans la capitale. La Poméranie et le Brandebourg ont presque protesté contre les événements du 18 mars.

Dans l'Allemagne du midi toujours opposée à l'Allemagne du nord, dans l'Allemagne catholique toujours irritée contre l'Allemagne protestante, l'agitation, s'élève avec une vivacité croissante contre le manifeste du roi Frédéric-Guillaume, et contre la prétention qu'il a montrée de devenir le chef du mouvement qui doit donner l'unité à l'Allemagne. Hier c'était la Gazette de Vienne qui protestait, aujourd'hui c'est la population de Hambourg qui, avec empressement, des adresses dans le même sens.

Le Staats-Courant du 1^{er} avril publie un arrêté royal du 25 mars 1848, par lequel il est accordé au ministre d'Etat M. F. A. van Hall, précédemment ministre des finances, une pension de 5,000 florins, basée sur les articles 11 et 43 de la loi du 9 mai 1846.

Dans son n° de ce jour, la feuille officielle publie un avis de Son Excellence le ministre des finances ad interim annonçant que le ministre d'Etat M. van Hall a fait abandon au profit du trésor public, de la somme de deux mille florins, à déduire par quart sur les termes à échoir de sa pension.

Bulletin de la bourse d'Amsterdam, du 1^{er} avril.

La bourse a encore été mauvaise. Chacun s'empresse de vendre et, comme toujours, la peur de l'un se communique à l'autre. — Il n'y avait aucun vendeur important, et cependant tous les fonds poursuivent leur marche rétrograde avec une rapidité effrayante. — Ce sont surtout les petits détenteurs, qui arrivent au marché et ne trouvent pas de vendeurs, qui précipitent ainsi la débâcle. — A l'exception des intégrales, aucune valeur ne donne lieu à des affaires de quelque importance.

Cours à 5 heures. — Intégrales, 2 1/2 p. c., 37 1/8; ardoins de 510 liv. 5 15/16, 6; 3 p. c. intérieur, 13 3/4, 1/2; métalliques 2 1/2 p. c., 27

L'Emancipation publie aujourd'hui un article fort remarquable par sa modération. C'est une réponse au National, feuille, dit l'Emancipation, qui ne devrait pas oublier qu'elle est un journal officiel, et qu'il lui est donné de compromettre, par étourderie, par témérité ou par ignorance, le gouvernement provisoire dans lequel il est entré en bloc. La réserve qu'une position nouvelle doit inspirer, coûtera peut-être quelque chose à l'amour-propre de ce journal; et ce quelque chose est beaucoup, si l'on tient compte de la modestie extrême qui distingue le radicalisme en général. Le journal bruxellois continue ensuite ainsi :

La révolution est victorieuse en France, en Allemagne et en Italie. Tous les hommes raisonnables se sont dit : Ces désordres ont au moins leur compensation. Les chances de la paix augmentent ! La paix est presque certaine, s'il y a un grain de modération dans la politique du gouvernement français. — En effet, les révolutions d'Allemagne ont changé toutes les traditions européennes. Le mouvement révolutionnaire a aujourd'hui tant de complices ou tant de complaisants qu'il a vieilli d'un siècle en trente jours; et que la révolution de Paris doit être plus étonnée de son succès à l'extérieur que de sa marche peu ou point triomphante dans les quatre-vingt-cinq départements. Rien ne lui fait plus obstacle. Rien ne l'oblige à prendre ni une attitude offensive, ni même une attitude défensive. Plus heureuse que l'autre République, la République de 1848, qui n'a eu pour prétextes ni la guerre, ni l'invasion, jouit de la plus entière liberté dans ses évolutions; et elle peut se constituer et s'organiser à l'aide d'une paix que nous qualifierons volontiers de providentielle.

En d'autres termes, il semble que la paix de l'Europe dépende absolument de la modération et du bon sens de la France. Si ce n'est là qu'une illusion faut-il tant se hâter de détruire cette illusion? Est-il bien nécessaire d'annoncer aux deux seules puissances qui ne veulent pas des idées françaises, que leur chute est imminente, et qu'elles seront nécessairement détruites par les idées ou par les armes de la France? Le National tient donc à justifier ce mot; que l'Europe est aujourd'hui dans la position où elle était en 1812?

Ce qu'on entend par l'Europe de 1812 est très facile à expliquer, sans phrases. On fait allusion à un état de choses qui entraînerait la France à lutter contre la Russie et contre l'Angleterre pour une stérile question de suprématie. Au moyen-âge, cela s'appelait combattre pour savoir qui a plus belle amie. Puis, cela s'est appelé combattre pour la monarchie universelle. Demain, cela voudrait dire combattre pour la république universelle. Voilà les mots d'ordre. Mais au fond, ce serait absolument la même chose.

La guerre avec laquelle jouent les politiques étourdis du National, ce serait la guerre de suprématie; pour parler plus net, la guerre d'amour-propre; la guerre qui a détruit l'Empire français et qui, a conduit à St-Hélène le plus grand génie des temps modernes.

Voici la première partie du manifeste de politique extérieure que publie le National :

« Les délimitations territoriales que la conquête avait faites chez les nations continentales disparaissent, et un ordre plus naturel et plus stable commence pour les peuples. C'est le principe des nationalités substitué au fait brutal et accidentel des dominations monarchiques et militaires. Ce principe, grâce aux idées de justice et de fraternité qui lui donnent la victoire, rompt, par sa seule intronisation, les vieilles relations internationales et les recompose. Il les rompt, car il relâche singulièrement tous les liens qui attachaient la Russie et l'Angleterre à la politique générale de l'Europe; il les recompose, car il fait déjà un faisceau fraternel de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Pologne (quand aura sonné, ce qui est prochain, l'heure de sa résurrection) et de la Péninsule espagnole, qui, nous l'espérons, saura secouer la domination pesante et avare des Narvacz et des Christine. La tout est prêt pour un commun accord, pour des vues qui n'auront rien d'insupportable, pour des efforts qui n'auront rien d'inconciliable. Il n'en est pas de même de la Russie et de l'Angleterre.

« La Russie est manifestement en dehors de l'ordre qui se fonde sur le reste du continent. Chez elle, point de liberté de la presse, point de jury, point d'assemblée représentative : en un mot aucune de ces institutions qui sont la base des sociétés modernes. Tant que l'Allemagne et l'Autriche étaient dans une situation analogue, ces puissances, si avancées par les idées, si avancées en fait, servaient de transition entre la Russie demi-barbare et l'occidentale révolutionnée. Tout d'un coup cette transition s'abîme; Vienne et Berlin tendent la main à Paris et à Milan. Ce qui donnait à la Russie un pied dans la politique européenne lui manque, et elle se trouve forcément rejetée vers ses nobles, redoutés de l'autocrate, vers ses paysans, redoutés des nobles. Son double rôle de conquérante et de contre-révolutionnaire a jusqu'à présent servi sa fortune. Elle était conquérante de compte à demi avec la Prusse et l'Autriche quand on partageait la Pologne. Elle était contre-révolutionnaire et prêtait ses soldats aux coalitions quand la France, renversant royauté, noblesse et religion d'Etat, donnait, il y a cinquante ans, un signal si bien suivi aujourd'hui. Le rôle de conquérante est fini, car non seulement les nations ne veulent plus conquérir, non-seulement elles ne partageront plus avec elle une proie odieusement immolée, mais encore la force des choses va incoûtablement lui arracher la Pologne. Le rôle de contre-révolutionnaire n'est pas moins fini; car, sur le continent, la révolution est pleinement victorieuse, et d'un signe de la main elle écarte déjà les étendards moscovites. »

Malgré l'apparente modération du langage, la pensée est ici d'une extrême violence. La révolution de 1848 semble vouloir se donner le passe-temps de remanier l'empire russe, et de refaire un siècle et demi de l'histoire moderne. C'est le mot mystérieux de la nouvelle république. Le mot mystérieux de Rome, la république romaine, ne l'a jamais dit à personne. Le radicalisme français n'y fait point tant de façons; il dit son mot à qui veut l'entendre. Il prétend défaire ce que la conquête a fait depuis cent cinquante ans. Autant vaudrait annoncer qu'on s'engage à démolir St Pétersbourg; car, les savants historiens du National n'ont pas la prétention d'ignorer que la capitale de l'empire russe a été fondée, en 1703, dans les marais de l'Ingrie, principauté conquise, cette même année, sur les Suédois. Ces sortes de programmes politiques peuvent être fiers et hardis; ils ne sont pas très rassurants pour la paix du monde; et ils ont le grand malheur de remettre à l'ordre du jour les souvenirs de 1812.

Voici, maintenant, le : Frère, il faut mourir, qui s'adresse à l'empire britannique :

« C'est une raison tout autre qui va diminuer, dans la nouvelle Europe, l'influence de l'Angleterre. L'Angleterre n'est pas, comme la Russie, dépourvue des garanties et des institutions politiques; elle les a même possédés avant les nations continentales. Mais, par un concours de circonstances dont l'histoire se rend très bien compte, le peuple anglais s'y est immobilisé; et tandis qu'ailleurs on voyait clairement que les institutions politiques étaient un achèvement aux institutions sociales, l'Angleterre demeurait enchaînée à sa vieille constitution, à la royauté, à son aristocratie, à la religion d'état, et, tout en jouissant de la liberté, ne se préparait aucunement à l'égalité. Aussi, quand les progrès accomplis dans les idées s'accomplissent dans les faits, quand le continent entier salue de ses acclamations la rénovation des choses, elles se trouvent singulièrement retardataire. Ses points de contact avec les nations continentales diminuent; et la politique commune qui, dans une limite encore indéfinie, va régir ces nations, ne peut la prendre pour associée. »

« Les rois trouvaient dans l'aristocratie britannique des sympathies, variables il est vrai suivant les intérêts du moment, mais qui finissaient toujours par prévaloir; témoin les milliards qu'elle leur a prodigués contre la révolution française, ou, pour mieux dire, européenne. Les peuples, surtout les peuples qui entrent dans les réformes sociales, doivent beaucoup moins compter sur ces sympathies. »

« Ne doutons pas non plus que, la crise une fois passée sur le continent, les barrières douanières ne doivent encore être augmentées contre l'Angleterre »

« C'est, à notre avis, le résultat inévitable du changement qui s'opère. L'industrie anglaise, déjà si fortement armée contre la concurrence, a encore le malheureux privilège d'immoler sans pitié l'ouvrier à l'économie et au bon marché. Elle le presse jusqu'à la moëlle des os; elle en tire tout ce qu'il est possible d'en tirer. Autres vont être les conditions sur le continent. Ni la durée du travail, ni le salaire, ne devront être abandonnés aux exigences d'une lutte industrielle avec l'Angleterre, lutte qui ne peut aucunement être soutenue. L'organisation du travail se lie à la question des donnes, et nous ne pensons pas qu'il en puisse ressortir rien de favorable à l'extension des produits de l'industrie anglaise sur le continent. »

« Enfin, il n'est pas jusqu'à la composition territoriale de l'empire britannique que qui ne mette mal l'Angleterre avec le nouveau principe des sociétés. L'Angleterre a sa Pologne; elle a une nation indépendante que ses armes ont asservie, que ses armées tiennent sous le joug. Pour comble, cette nation asservie gémit dans une misère sans nom. Et là revient, avec une gravité croissante, la question sociale. Ce n'est pas la volonté de l'Angleterre qui plonge l'Irlande dans un abîme de maux; le peuple anglais est assez humble pour les soulager s'il le pouvait; mais il ne le peut pas. C'est un ordre social vicieux qui écrase l'Irlande, cette sœur malheureuse de nous autres qui avons le sang celtique dans les veines; c'est l'ordre social qu'il faut changer. »

Tout cela signifie, dit à ce sujet l'Emancipation, que le radicalisme français menace la Russie d'une série de révolutions nationales, et qu'il menace l'Angleterre d'une révolution sociale et industrielle. Mais tout cela, c'est la politique de 1812. Nous savons bien qu'on trouvera mille différences entre les prétentions de 1812 et les prétentions de 1848. Nous répondons que ce sont des différences dans les mots, et non point dans les choses. En 1812, Napoléon attaquait la Russie au nom de la civilisation, et l'Angleterre au nom de la liberté du commerce. Sur ce point, on remarquera que le manifeste du National est parfaitement napoléonien. Ce manifeste restitue la Russie aux barbares, et il menace l'Angleterre d'un nouveau blocus continental.

Sans doute, le National s'imagine qu'il y a une grande différence entre la guerre d'invasion entreprise au nom d'une république et la guerre d'invasion entreprise au nom d'une monarchie; il se trompe. On dira que Napoléon n'avait pour lui que les gouvernements; et que la république nouvelle a pour elle les peuples. — Oui, et non. Cela serait vrai dans le cas d'une guerre défensive, cela n'est pas prouvé dans le cas d'une guerre offensive, et on ne joue pas si gros jeu sur un doute. D'ailleurs, les gouvernements et les peuples, en 1812, c'était tout un; et jusqu'au dernier jour de la catastrophe, tout le monde a fait loyalement son devoir, quoi qu'en disent la plupart des historiens de l'empire. En 1812, Napoléon avait sous les armes un million de soldats disciplinés, aguerris et familiarisés avec la victoire. Il avait son nom, et il a échoué parce qu'un irrésistible amour-propre l'a entraîné à pousser l'Autriche, et parce qu'il s'était imposé comme un axiome, l'abaïssement simultané de la Russie et de l'Angleterre.

L'idée impériale était celle-ci : qu'il y avait incompatibilité absolue entre l'existence de l'empire et l'existence des vieilles monarchies, sans exception. Les journaux qui gouvernent aujourd'hui la France, adoptent-ils pour principe qu'il y a incompatibilité absolue entre la république et la monarchie? ils font de la politique impériale. Et peu importerait, qu'ils fissent de la politique impériale sans le savoir.

Malgré le ton solennel du National, et malgré son influence à l'Hôtel-de-Ville, dit en terminant le journal bruxellois, nous ne pouvons pas croire qu'il représente la politique du gouvernement français.

On écrit de Berne, 27 mars, au Constitutionnel :

« On assure qu'il est arrivé aujourd'hui à Berne un délégué du gouvernement provisoire de Milan, envoyé auprès du vorort, 1. pour solliciter la reconnaissance de la part de la Suisse; 2. pour demander que les cantons du Tessin et des Grisons veuillent bien recevoir sur leur territoire et les interners, plusieurs colonnes de prisonniers faits sur l'armée autrichienne. »

« Les populations de quelques-unes des possessions de l'Autriche, limitrophes de la Suisse, demandent à grands cris d'être réunies à notre confédération. On désigne en l'Autriche la Valteline, qui a proclamé son indépendance en arborant le drapeau fédéral. La principauté de Lichtenstein, contiguë du canton de Saint-Gall, aussi demande son incorporation à la Suisse. »

« Les carabiniers tessinois, accourus au secours des insurgés de Milan, ont puissamment contribué, dit-on, à la victoire remportée sur les troupes autrichiennes. »

« A la suite d'une assemblée populaire de bourgeois de Neuchâtel qui a eu lieu vendredi dernier, le conseil de ville, composé de seize membres, et qui n'avait pas encore donné son adhésion au nouvel ordre de choses, a été remplacé par une administration municipale provisoire, composée entièrement de républicains. »

« Le canton d'Uri a cédé et a remis aux délégués du vorort, les papiers laissés par Siegwart-Muller et qui dévoilaient toutes les machinations de l'étranger. »

Nouvelles d'Espagne, par voie extraordinaire.

TENTATIVE DE REVOLUTION.

La ville de Madrid a été, le 26 et le 27, le théâtre de scènes sanglantes. Des cris de Vive la liberté! Vive Isabelle III! puis bientôt après le cri Vive la république! ont été poussés. La troupe a dû faire usage de ses armes. On dit que les insurgés ont déployé de l'acharnement, mais force est restée au gouvernement. Des arrestations nombreuses sont faites.

Madrid est déclaré en état de siège. La session législative est close. A demain de plus amples détails.

Personne n'aurait pu croire en passant dans les rues de Madrid, hier matin, en remarquant l'animation qui régnait partout, que ce même peuple allait être témoin quelques heures après de scènes lugubres et sanglantes qui ont commencé à cinq heures du soir.

Nous allons rendre compte à nos lecteurs de ces fâcheux événements sans aucun commentaire.

Depuis le matin, la troupe était sous les armes, et l'on rapportait qu'à deux heures de l'après-midi, on verrait éclater une révolution; à 5 heures seulement, s'est montré, place de la Cebada, un groupe de gens armés, composé de 500 individus, criant: Vive la liberté, vive Isabelle II, vive le peuple souverain, meurent les tyrans! Dans le même temps, on entendit retentir: Vive la milice! Vive la république!

L'alarme se répandit dans le Prado et sur plusieurs autres points de la ville qu'ils parcoururent. Les sommations du corps de sergents de sûreté furent méprisées. La troupe se dirigea à l'instant même vers les positions dont les mutins s'étaient emparés.

Lorsqu'un bataillon arriva place de la Cebada, il fut reçu par un feu bien nourri de la part des insurgés; plusieurs charges furent faites qui ne dispersèrent que difficilement les rassemblements. Pourtant à la fin les factieux fuyant devant le feu de la troupe se replièrent sur la place du Progrès, la place Mayor et la place Santa Anna.

Sur tous ces points il se trouvait d'autres groupes de gens armés qui paraissaient attendre le signal convenu. Railliant successivement ceux qui battaient en retraite, ils se portèrent à la Puerta del Sol, d'où ils essayèrent de faire un retour offensif contre la troupe. Un bataillon de chasseurs les força de se replier sur la Carrera de san Geronimo. Il y avait là une barricade formée avec le pavé de la rue; les insurgés soutinrent derrière cette barricade un feu très-vif de nos soldats pendant quelques instants. On rapporte qu'ils ont montré de la valeur et de l'acharnement jusqu'à ce que la troupe s'empara de la barricade; alors elle s'attacha à leur poursuite à travers les rues du prince et Auhade Peligros.

Les factieux essayèrent de se retrancher dans la maison de la réunion du 18 juillet, située Carrera de san Geronimo, mais les chasseurs s'en emparèrent, faisant prisonniers 18 personnes qui s'y trouvaient.

Le feu se soutint dans la rue du Prince, jusqu'à ce que la troupe parvint à disperser les mutins par plusieurs décharges.

A neuf heures on entend encore de nombreux coups de fusil. Les insurgés, qui se sont rendus maîtres de canons, résistent à la troupe avec énergie.

Il y a un nombre considérable de blessés et beaucoup de morts. Nous n'en savons pas encore le nombre. Les individus arrêtés dépassent le nombre de 300. Des patrouilles parcourent les rues; et depuis onze heures l'ordre paraît rétabli. Le gouvernement a pris de grandes précautions pour le moment, nous ne croyons pas au retour de ces tristes scènes.

Nouvelles d'Allemagne.

Francfort, 31 mars.

L'assemblée préparatoire pour l'établissement d'un parlement national a commencé aujourd'hui. M. Mittermayer a été élu président. MM. Dahmann, Itzstein, Jordan et Robert Blum ont été élus vice-présidents. MM. Bauer, de Bamberg, Schwarzenberg, de Cassel; Wolfgang Müller, de Düsseldorf; Georges Varrentrapp, de Francfort s. M.; Kierulff, de Rostock; Blankenhorn, de Müllheim; Briegleb, de Cobourg, et Simon, de Breslau, ont été élus secrétaires.

La réunion s'est déclarée compétente pour établir une assemblée constituante; elle a résolu d'admettre et d'effectuer l'incorporation des duchés de Schleswig et de Holstein, ainsi que des provinces de la Prusse orientale et occidentale, dans la confédération germanique, et de se prononcer le plus franchement et le plus énergiquement possible pour le rétablissement de la Pologne.

L'assemblée a encore décidé que le nombre de députés à élire sera d'un député pour 50,000 habitants.

Extrait du protocole de la 26^e séance de la diète germanique, tenue le 30 mars 1848.

Pour hâter l'élaboration des bases d'une nouvelle constitution fédérale, la diète germanique a déjà commencé les travaux préparatoires et relatifs, en s'adjoignant des hommes investis de la confiance publique.

Pour accélérer encore davantage cette importante affaire, la diète arrête:

Les gouvernements fédéraux seront invités à faire procéder dans toutes leurs provinces faisant partie du système des Etats allemands, et cela par les voies constitutionnelles existantes ou par d'autres à organiser immédiatement, à l'élection de représentants nationaux qui devront se réunir au siège de la diète dans le plus bref délai à fixer le plus promptement possible, pour travailler à l'œuvre de la constitution allemande qui doit unir les gouvernements et le peuple.

Comme l'urgence des circonstances exige l'adoption provisoire d'un chiffre de la population d'après lequel devra se faire dans chaque Etat fédéral l'élection desdits représentants du peuple, il paraît convenable de prendre pour base les rapports existants fixés par la matrice de la diète, d'élire les Etats fédéraux à élire un représentant sur 70,000 âmes de la population de chaque Etat fédéral, et accorder aussi aux Etats qui n'ont pas une population de 70,000 la faculté d'élire un représentant.

On écrit de Francfort, le 26 mars:

Un grand nombre d'habitants de cette ville ont résolu, à l'occasion de la manifestation aux flambeaux qui aura lieu le 31, de présenter au président de l'assemblée des députés la protestation suivante contre le manifeste du roi de Prusse, laquelle sera déposée jusqu'au 31 à midi, dans les librairies de MM. Sauerländer et Korn, pour recevoir des signatures. Nous en extrayons le passage le plus important:

PROTESTATION CONTRE LE ROI DE PRUSSE.

« Le peuple allemand ne peut remettre sa confiance, ne peut remettre la direction de son sort à un prince dont la vie gouvernementale tout entière n'a été qu'une série de contradictions, qui a persécuté et opprimé de toutes les manières les plus nobles représentants de la vérité, de la liberté et de la légalité, qui a si complètement méconnu la haute mission que la Providence lui avait confiée en le plaçant à la tête du pays.

« Nous ne pouvons accorder cette confiance au roi de Prusse, lors même que son main serait père du sang des citoyens! Nous aurions vu avec beaucoup de dévouement la Prusse à la tête du mouvement de l'Allemagne, mais avec indignation que nous protestons contre la prétention de Frédéric-Guillaume de se placer lui-même à la tête du peuple allemand! Nous ne pouvons reconnaître qu'un peuple allemand le droit de se choisir un chef; — Frédéric-Guillaume ne peut l'être et ne le sera jamais! »

On lit dans la Zeitung'shalle de Berlin:

« Nous recevons à la fois de la Poméranie et de l'ancienne merche de

Brandebourg des nouvelles d'une réaction contre le nouvel état de choses. Voici un appel fait aux habitants de la Poméranie:

« La ville de Berlin s'est arrogé le droit de renverser par la force des armes le système établi et a exigé du roi des concessions et le renvoi des soldats de Berlin. Comme nous n'approuvons point cela, nous protestons contre tout ce qui s'est passé. En conséquence, des députés seront nommés qui se réuniront le 17 avril à Stettin et y formeront une députation qui se rendra à Berlin le 18 pour faire aux présidents de la bourgeoisie la déclaration: 1. que la Poméranie ne leur reconnaît pas le droit d'agir comme ils l'ont fait, et ne suit pas l'exemple des autres provinces, qui tolèrent une pareille prétention de la capitale; 2. que la Poméranie a vu avec peine le massacre dans les rues de Berlin de ceux de ses concitoyens qui ont obéi aux ordres du roi; 3. la députation demandera ensuite aux présidents de la bourgeoisie de Berlin: premièrement, si elle veut revenir aux sentiments de respect, de fidélité et d'obéissance au roi, dont la Poméranie a toujours fait preuve; deuxièmement, si elle veut coopérer avec nous au rétablissement de la tranquillité dans le pays. »

Dans le cercle de Westhävell, une adresse circule, dont les signataires regardent comme nul et non obligatoire tout ce que le roi a fait depuis le 17 de ce mois. Les signataires considèrent S. M. comme n'ayant pas joui de sa liberté. Ils n'obéiraient qu'à l'ordre qui serait donné de se rendre à Berlin pour délivrer S. M. Ils ne veulent pas envoyer à Berlin, parce que la diète ne serait pas en sûreté. Cependant, jusqu'à présent cette adresse n'est revêtue que des signatures des nobles, qui seuls en ont conçu l'idée.

Le Bulletin des lois de Prusse publie une ordonnance qui défend l'exportation des chevaux hors des frontières des Etats de la confédération allemande.

Le 24^e régiment d'infanterie de ligne a fait son entrée le 30 mars à Berlin au milieu des hurrahs de la population.

Les journaux de Berlin ne contiennent pas un mot qui puisse faire supposer qu'un mouvement révolutionnaire aurait éclaté à Varsovie.

Un ordre du cabinet du roi de Prusse annonce que S. M. a décidé la formation d'un ministère spécial pour le commerce, l'industrie et les travaux publics.

On continue à Berlin la chasse aux émissaires étrangers, qui ne cessent d'exciter la classe ouvrière contre la garde civique; leurs principales manœuvres consistent à répandre le bruit qu'on fera marcher contre la capitale les troupes cantonnées à Potsdam, conjointement avec un corps d'armée russe, et à donner de fausses alertes. Dans la nuit du 25 mars, une patrouille de la garde bourgeoise a arrêté près du palais du prince Albert deux cavaliers étrangers, qui avaient voulu forcer un garde de nuit à crier au feu, en lui faisant accroire qu'un incendie s'était déclaré au ministère des affaires étrangères. Comme on ne tarda pas à s'apercevoir qu'on avait affaire à des agitateurs étrangers, on les conduisit au corps de garde principal.

La Gazette d'Aix-la-Chapelle a annoncé que M. le baron de Meyendorff, ministre de Russie près la cour de Prusse, avait quitté Berlin le 29 avec tout le personnel de la légation. Ce fait est confirmé dans une lettre de Berlin citée par la Gazette de Düsseldorf. La situation, y est-il dit, qui était déjà très-grave, est devenue menaçante. Par suite des dépêches qui lui sont parvenues, le ministre russe baron de Meyendorff a quitté Berlin avec sa famille et tout le personnel. La guerre avec la Russie est à peu près déclarée. Le 2^e régiment stationné à Stettin a reçu l'ordre de partir pour la frontière de Russie.

Le restant des Polonais qui ont obtenu leur mise en liberté par suite du décret d'amnistie, part ce soir (le 29) avec des armes pour Posen. On est persuadé qu'on peut réunir dans le grand-duché une armée de 40,000 hommes.

Le prince Adam Czartoryski est arrivé à Berlin le 30 mars.

On écrit de Vienne, le 26 mars, à la Gazette générale de Prusse: Les événements se précipitent, les pétitions se multiplient, et il devient tous les jours plus difficile d'obtenir une position arrêtée, de l'unité. Ce matin la nouvelle s'est répandue que Venise s'était déclarée en république; que la marine avait passé à la république, et que les troupes de ligne s'étaient retirées. La cour est extrêmement consternée, d'autant plus que l'on manque de nouvelles de Milan, et que celles qui se répandent ne font qu'accroître l'inquiétude générale. A cela viennent encore s'ajouter les événements de la Hongrie; les efforts des partis pour se détacher de la monarchie.

Plus que jamais il importe que la nation allemande demeure unie pour se créer de la considération au dehors. Un éparpillement des forces, la perte de quelques provinces est ce qu'il y a de plus dangereux dans un moment où la défense de la patrie réclame toutes les forces, où tous ont à combattre pour l'indépendance de l'Allemagne.

La crainte que la tranquillité de notre ville ne fût menacée a fait réunir aujourd'hui la garde nationale et la troupe. Les classes ouvrières sont redoutées et le bruit court qu'on veut attaquer le palais; quelques clubs font des démonstrations qui font craindre que l'ordre ne soit troublé plus encore qu'il ne l'a été jusqu'ici. On attend avec anxiété les nouvelles d'Italie. Ce sont ces nouvelles qui décideront à prendre des mesures pour procéder avec la plus grande énergie contre la province de Venise insurgée. Jusqu'ici la fermentation ne s'est pas emparée de peuple, en Bohême, en Moravie, en Silésie, en Styrie et en Illyrie; mais si les nouvelles des provinces italiennes et de Hongrie continuent d'être inquiétantes, tout est alors à craindre des provinces et du pays.

L'archiduc Etienne est arrivé hier de Hongrie. La formation du nouveau ministère hongrois, sous la présidence de Bathyan, a surpris, surtout la nomination de M. Kossuth en qualité de ministre des finances, et celle du prince Charles Esterhazy, comme ministre des affaires étrangères à Vienne. Le populaire Kossuth commence déjà à devenir impopulaire, et l'on ne croit pas que cet homme plein des idées républicaines puisse conserver son portefeuille.

Le prince Windischgratz ne peut pas obtenir la confiance du peuple: une députation qui lui a été envoyée, demande sa retraite volontaire.

La députation de la classe ouvrière qui voulait présenter au monarque une pétition demandant que la journée de travail fût fixée à un florin, monnaie de convention (2 fr. 50), et que la durée du travail fût raccourcie, a fini par écouter le conseil de ne pas donner suite à ce projet. En conséquence, vers midi, la garde nationale s'est en partie retirée, et la troupe est restée tranquillement dans les casernes.

Du 27. — Quelques petites émeutes d'ouvriers ont inquiété hier la ville; la garde nationale a été sur pied; toutes les mesures ont été prises pour

étouffer l'attaque qu'on redoutait. De cette manière la tranquillité a été maintenue.

Les cours n'ont pas encore recommencé à l'université. Personne ne veut les suivre; on demande la liberté d'enseignement et d'autres professeurs.

La Gazette de Vienne annonce que M. de Sommaruga a été nommé par l'empereur ministre de l'instruction publique, poste créé nouvellement dans le cabinet autrichien.

Une correspondance particulière de Vienne, du 27, adressée à la Gazette de Prusse, annonce que la plus grande anxiété régnait à Vienne par suite des dernières nouvelles de l'Italie qui n'annonçaient pas encore, paraît-il, la délivrance de Milan et la fuite des troupes autrichiennes.

Des troubles ont éclaté à Stockholm dans les journées du 18 et du 19 mars. Leur principal résultat a été de fournir une occasion de se manifester aux sentiments d'affection qui unissent la Diète et la population suédoise au fils de Charles-Jean XIV. Cependant, dans la journée du dimanche, 19, la collision entre le peuple et les troupes a été assez grave. Plusieurs soldats ayant été atteints de coups de pierre et de pistolet, et le commandant même ayant été assez gravement blessé, le feu fut commandé; la cavalerie chargea, et les troubles cessèrent.

La garnison a eu trois morts, trois officiers, et de vingt à trente soldats blessés; les émeutiers, une vingtaine de morts et trente blessés recueillis dans les hôpitaux. On ignore le nombre des autres.

On se rend difficilement raison des éléments de cette émeute. Le parti réformiste est très-royaliste. Ce que la police avait pu apercevoir indique un amalgame d'individus (qu'a irrités le nouveau tarif de douanes) communistes, et anarchistes à idées confuses.

La Gazette de Magdebourg raconte l'anecdote suivante, qu'elle dit tenir de source certaine:

« Le 18, vers le soir, une foule d'ouvriers, après avoir d'abord violemment l'ouverture d'une maison située dans la Oranienstrasse, n° 67, montèrent l'escalier et demandèrent qu'on leur ouvrît le 1^{er} étage, fermé seulement par un mince vitrage. Aucune plaque n'indiquait le nom de celui qui l'habitait. On sonne plusieurs fois et, comme la porte ne s'ouvre pas, on l'enfonça. Alors parut un monsieur à cheveux blancs et avec une figure bienveillante, étonné de cette visite, et lorsqu'on lui apprend ce qu'on voulait, il exprime son regret de voir qu'on voulait rendre la paisible habitation d'un vieillard qui ne vit que pour les sciences, le théâtre de scènes de guerre.

Alors un homme du milieu de la foule demande: « Qui êtes-vous donc? » — Le savant vieillard lui répond modestement: « Je me nomme Humboldt — Comment, vous êtes l'homme célèbre de ce nom? — Mon nom est Alexandre de Humboldt. » A l'instant tous découvrirent leurs têtes; regrettant que rien ne leur eût indiqué le nom de l'habitant, et assurant que s'ils l'avaient connu, personne ne l'aurait offensé. En se retirant, ils firent des reproches aux gens du propriétaire du rez-de-chaussée de ce qu'on ne les avait pas avertis. Depuis ce jour, la maison est restée intacte; à peine les premiers bourgeois s'étaient-ils armés, qu'une garde d'honneur stationnait devant la maison, n° 67, de la Oranienstrasse. C'est un trait de la vie du peuple de Berlin qui parle pour lui-même.

Nouvelles des Etats-Unis.

Le pacte de la Nouvelle-Mexique, rapporté des nouvelles de New-York du 11 mars, le traité de paix avec le Mexique a été approuvé par le sénat par 58 voix contre 15. La ligne de démarcation du 32^e parallèle est maintenue telle qu'elle était proposée. Une proposition tendant à l'abolition de l'esclavage sur les territoires nouvellement acquis, a été repoussée. L'art. 9, qui admettait la suprématie de la religion catholique dans la Californie a été rejeté, et on redoute, à ce sujet, quelque difficulté de la part des commissaires mexicains. On y a substitué un nouvel article qui garantit la liberté religieuse.

Une clause du traité prévoit l'annexion du territoire à l'Union aussitôt que faire se pourra, et l'ancien Congrès le soin d'en fixer l'époque. L'opinion de M. Calhoun et d'autres hommes distingués, est que la Californie et le nouveau Mexique ne pourront être annexés comme Etats indépendants avant 20 ou 30 ans. L'article relatif à l'indemnité pécuniaire pour frais de guerre a été amendé dans ce sens que les 15 millions de dollars à fournir par le Mexique seront payables à Mexico en espèces par termes annuels. Une autre clause fixe à 3,500,000 livres le maximum du montant des réclamations des citoyens américains à charge du Mexique.

Nouvelles de la Plata et du Brésil.

On a reçu en Angleterre des nouvelles de Buenos-Ayres du 19 janvier. Le Congrès argentin a été ouvert le 1^{er} janvier. Dans son message, le président renouvelle ses protestations contre l'injuste occupation des îles Falkland, et les violations de territoires commises sur la côte de Patagonie et les îles Guano, par des navires étrangers portant principalement le pavillon anglais. Les nouvelles de Rio-Janeiro du 9 février annoncent que le décret qui frappe de droits additionnels les marchandises anglaises, ne sera pas mis en vigueur avant le 1^{er} janvier 1849. D'ici là on espère arriver à un arrangement.

Nouvelles d'Angleterre.

La Grande-Bretagne n'est pas non plus à l'abri de toute secousse. L'Irlande, de plus en plus frémissante, menace et gronde. La guerre contre l'Angleterre y est ouvertement prêchée; les populations s'agitent et se préparent. Si un conflit européen, auquel la Grande-Bretagne devrait prendre part, venait à éclater, nul doute que l'Irlande ne voulût en profiter pour forcer l'Angleterre de faire droit à ses vœux en acceptant le rappel de l'union; qui sait même si la commotion n'éclaterait pas, en l'absence d'une guerre sur le continent.

Un fait sans exemple peut-être dans les fastes de la banque d'Angleterre se produit en ce moment. Les capitaux qui fuient les commotions du continent et vont se réfugier à Londres sont si considérables, que la réserve métallique de la banque, en numéraire ou en lingots, dépasse le montant de ses billets en circulation.

On lit dans le Morning-Chronicle:

La révision des statuts de la banque d'Angleterre, annoncée dans la récente réunion des directeurs, aura incessamment lieu. En même temps on procédera à l'occupation des places devenues vacantes par suite des sinistres commerciaux de l'année dernière. Elles sont au nombre de six. Pour la

première fois depuis l'existence de la banque, les noms des candidats seront rendus publics douze jours avant leur élection définitive par les actionnaires. Il y a lieu de croire qu'on renoncera désormais à l'esprit de caste qui jusqu'ici a présidé à ces élections, qu'on prendra en considération le talent aussi bien que la fortune des candidats, et qu'on jettera ainsi les fondements d'une organisation forte et viable.

Personne ne contestera l'urgence suprême d'une pareille organisation. En effet, les affaires gérées par la banque sont des affaires nationales. C'est la banque qui règle la circulation monétaire dans le pays; c'est la banque qui sert le paiement du dividende aux créanciers de l'Etat; le bilan de la trésorerie de l'Etat se trouve confié aux soins de la banque. Il en résulte qu'il est de la dernière urgence que la direction de la banque soit confiée à des hommes aussi habiles qu'expérimentés et qui en outre réunissent toutes les conditions nécessaires pour s'acquitter d'une aussi importante mission.

Les délégués des différents métiers ont tenu hier un grand meeting à Londres pour entendre le rapport d'une commission qui a été chargée de faire une enquête sur la situation défavorable des différentes industries dans la capitale. Il résulte de ce rapport qu'il y a à Londres 200,000 artisans et ouvriers, dont un tiers est occupé, tandis que les deux autres tiers ne sont pas suffisamment rétribués. Un tiers ne sont occupés qu'occasionnellement et subsistent en vendant ou en engageant leurs meubles ou leurs vêtements pour leur sustentation et celle de leurs familles. Un autre tiers est entièrement à la charge des paroisses. Le rapport déclare que le pays marche vers une crise qui renversera le système établi, si des mesures législatives ne sont prises promptement pour l'amélioration du sort des classes ouvrières.

Le Times compare la conduite de Charles-Albert en Italie à celle de Frédéric-Guillaume en Allemagne.

« Le roi de Sardaigne et le roi de Prusse, dit ce journal, jouent le même jeu, dans lequel l'observateur impartial peut voir un mélange de patriotisme et d'ambition, d'esprit public et de vanité personnelle. Nous ne condamnons point ces passions aussi longtemps qu'elles semblent inspirées par les intérêts véritables des pays de ces souverains. Si ces princes étaient restés à l'ancre, au milieu de cette tempête, ils y auraient infailliblement péri. Une politique plus hardie leur conseillait de voguer en pleine mer et de courir devant le vent. En même temps, on ne peut mettre en doute que la proclamation de Charles-Albert, sous la date du 23, ne soit une déclaration de guerre. Nous n'avons jamais eu beaucoup de confiance dans le maintien de la paix du continent depuis la grande convulsion du mois dernier; mais la déclaration et l'attitude de la Savoie sont les premiers pas décisifs vers les hostilités. »

Le Times, dans un article qu'il publie aujourd'hui sur les événements de la Lombardie, déclare que, quand bien même Charles-Albert et la France elle-même auraient envahi les possessions de l'Autriche en Italie, aucun traité n'obligerait l'Angleterre à intervenir dans la querelle.

Le traité de Vienne, dit le Times, ne touche pas la question de l'indépendance de l'Italie, obligation des parties contractantes lors signées contre la France à se défendre mutuellement contre les violations de droits et de territoire, mais seulement pendant 20 ans; le but exprès du traité était d'opposer une digue aux envahissements de la France. Aujourd'hui ce traité est expiré, et d'ailleurs nous n'avons pas à craindre d'intervention directe de la part de la France.

L'importante fabrique de machines de MM. Caird et Co à Greenock, qui employait jusqu'à deux mille ouvriers à la fois, vient de suspendre ses paiements.

Irlande.
L'agitation de l'Irlande prend un caractère tel qu'il paraît désormais bien difficile qu'on évite un soulèvement. Le Times, ordinairement si dédaigneux, prend, comme aujourd'hui, le langage des mesures sévères contre les orateurs qui appellent le peuple aux armes. On jugeait à raison des commotions que les citations suivantes, extraites de discours prononcés dans les derniers meetings irlandais.

M. Barry a dit :
« Nous sommes déterminés à chasser du gouvernement de l'Irlande les Anglais et tous les autres étrangers, et à prendre en main la direction de nos propres affaires. Le gouvernement fera bien de se hâter de faire ses arrangements, car le temps que nous lui laissons encore, est très court, et les Irlandais sont déterminés à empêcher qu'on ne se joue d'eux plus longtemps. Regardons ce qui se passe autour de nous. Quoi ! le monde entier sera libre, et l'Irlande restera esclave ! (Cris ! Nous ne le souffrirons pas !) Que les clubs prennent exemple des clubs de Paris, qui ont réussi à renvoyer cinquante mille hommes en trois jours. »

M. O'Gorman n'a pas été moins explicite :
« Que le gouvernement anglais choisisse lui-même son champ de bataille : qu'il combatte avec les armes de la loi, ou qu'il se présente sur le terrain dans tout l'orgueil de sa chevalerie; qu'il emploie le mandat de comparution ou la baïonnette; l'attorney-général ou les carabiniers; quel que soit sa résolution, il nous rencontrera face à face et prêts à mener à une lutte sans fin le combat hardiment commencé. »

Enfin M. D. Reilly s'est exprimé en des termes tout aussi clairs :
« J'appelle le peuple aux armes ! aux armes ! 300,000 Anglais se réuniront à Londres la semaine prochaine, et Londres sera entre leurs mains. L'Irlande répondra immédiatement au premier mouvement de l'Angleterre. »

Le Times déclare que ce sont là des actes de trahison. Il veut qu'on prévienne l'insurrection prête à éclater, et il pense que lord Clarendon encourrait une sérieuse responsabilité si, faute d'avoir adopté des mesures préventives, il contribuait en quelque sorte à l'effusion du sang qui peut couler.

Il peut paraître douteux que l'on parvienne à calmer l'effervescence de l'Irlande, uniquement par des moyens répressifs. Une alternative est posée : ou le rappel de l'union, ou la guerre civile.

M. J. O'Connell, dans l'espoir de gagner du temps sans doute, vient de faire la promesse de présenter au parlement la proposition formelle de prononcer le rappel de l'Union. La motion en sera faite le 11 avril, c'est-à-dire le lendemain même du jour où les chartistes doivent s'assembler en très grand nombre pour porter leur pétition à la chambre. Cette démarche, dont l'intuitivité est d'ailleurs évidente, préviendra-t-elle l'explosion qu'on redoute ? Il est difficile de le croire.

Voici les renseignements qu'un correspondant du Times transmet de Dublin à ce journal, le 27 mars :

« Il serait inutile, et même dangereux, de se dissimuler que nous sommes à la veille de troubles, dont l'agitation précédente n'a été que l'avant-coureur. Enhardi par les événements du continent, la presse ne garde plus aucune mesure, et même les journaux, tels que le Freeman's Journal, qui se disent les organes des partisans de la force morale, annoncent fièrement au gouvernement que si l'on tarde encore un peu plus à accorder le rappel, le peuple prendra en main la conduite de ses affaires. »

« Un des journaux de province les plus respectables, continue le correspondant, le Cork Reporter, travaillé par la même folie qui emporte tous les autres, publie l'article significatif que voici :

« Le gouvernement fera sagement de considérer qu'il ne peut voir les choses qu'à la surface; que jusqu'à ce que l'heure de la révolte ait sonné, il restera dans l'ignorance de la force véritable des passions populaires. Qu'il n'oublie pas que ceux qui s'efforcent en public et en particulier de calmer le peuple, se bornent à chercher à le calmer, mais non pas à le détourner de son but. La modération en Irlande ne peut maintenant qu'ajourner, mais non empêcher l'insurrection. Tel est l'avis que nous donnons au gouvernement. Nous ne voudrions pas que notre pays devint le théâtre d'une guerre civile. Dieu détourne de nous ce malheur ! Mais rien qu'une reconnaissance, une reconnaissance immédiate des droits de l'Irlande, ne peut prévenir ce résultat. »

Pendant que la presse irlandaise tient un langage si menaçant, on fait à Dublin des préparatifs sérieux de résistance. Les membres de la Jeune-Irlande s'assemblent la nuit pour s'exercer au maniement des armes. Des clubs dits : « Clubs des fusils » sont organisés pour armer la population; des piques d'un nouveau modèle, longues de douze pieds, sont distribuées à ceux qui ne peuvent pas se procurer d'autres armes. Enfin, des personnes de la classe aisée ont déjà paru sur les places publiques en uniforme de la garde nationale irlandaise.

Toutefois, le Times déclare que, si tant est que la lutte s'engage, le triomphe des troupes de la reine ne saurait être douteux.

Nouvelles d'Italie.

On lit dans le Lloyd autrichien de Trieste, sous la date du 23 mars :

Par suite des nouvelles reçues de Venise, le gouverneur de la province, a publié la proclamation suivante :
« Habitants de Trieste, vous avez appris la nouvelle des événements de Venise. Plus que jamais, c'est à vous de donner une preuve de votre loyauté et de votre fidélité. »

« Nous sommes Triestois, c'est-à-dire, nous sommes membres de l'empire d'Autriche; son magnanime empereur nous a fait participer aux bienfaits dont il a comblé toutes les provinces de ses Etats. Non seulement au fond de vos côtes, car ceux-ci, j'en suis sûr, brûlent pour votre monarque, pour la constitution et pour la patrie, mais aussi extérieurement montrez-vous de véritables Triestois. »

« Ne vous laissez pas tromper par des suggestions funestes; que l'ennemi parte ses coups, le signe de sa nation, nous voulons porter les nôtres, et celles-ci sont celles de l'Autriche et de Trieste. Ayez confiance dans vos autorités légales; elles sont fortes, car elles s'appuient sur vous, sur notre brave garde nationale, la fleur de la bourgeoisie et par conséquent sur la bourgeoisie elle-même. »

« Vive l'Autriche et Trieste ! Vive la garde nationale ! »

« Le gouvernement, ROBERT DE SALM »
Après cette proclamation eût-elle connue, que des milliers de personnes se sont portés à l'hôtel du gouvernement pour pousser un bruyant vivat à l'Empereur, à la constitution, aux couleurs nationales, à la patrie et au gouverneur; et l'enthousiasme de la foule s'est encore accru lorsque Son Excellence a harangué le peuple du balcon et lui a donné l'assurance que S. M. l'empereur serait informé des sentiments de loyauté des Triestois. L'après-midi, la garde nationale s'est réunie, a parcouru la ville, la musique militaire en tête, et a été saluée par la population avec le plus grand enthousiasme. Le meilleur esprit républicain est ici et il y a espoir que la tranquillité se maintiendra.

Nous ne trouvons que peu de détails nouveaux dans les journaux publiés sur la Lombardie. Les journaux les mieux informés se bornent à dire que le prince de Savoie a passé le Tessin à la tête de 10,000 hommes de troupes régulières et de 7,000 volontaires.

Voici les premiers actes du gouvernement de Milan.
Réduction considérable du prix du sel;
Amnistie complète de tous les délits politiques;
Remise de toutes les amendes;
Maintien provisoire de tout le personnel administratif, à l'exception des employés étrangers.

On écrit de Venise, le 22 mars, à la Gazette de Vienne :

Les choses ont pris aujourd'hui, dans notre ville, une tournure tout à fait inattendue et extrêmement grave. A la nouvelle que le sang avait coulé à Milan, la garde bourgeoise a proclamé la république sur la place Saint-Marc, et un gouvernement provisoire a été installé. Par suite d'une capitulation conclue, les autorités autrichiennes, y compris les détachements de troupes non italiennes, ont obtenu de se retirer librement. Les troupes italiennes ont, au contraire, été retenues.

Il paraît que les ouvriers de l'arsenal ont pris une grande part à ces événements; on raconte même qu'ils ont tranché la tête au vice-amiral Marinovich, commandant de l'arsenal, et qu'ils l'ont promenée par la ville au haut d'une perche.

De nombreux fugitifs, qui sont arrivés le 23 au matin à Trieste par le bateau à vapeur du Lloyd, ont apporté ces nouvelles. Quelques-uns d'entre eux prétendent avoir lu une proclamation de gouvernement provisoire, d'après laquelle le caractère républicain de l'insurrection serait douteux. Trieste était profondément émue, mais tranquille.

La proclamation suivante a été publiée le 22 à Venise :

Vive Venise ! vive l'Italie !
Citoyens ! la victoire est pour notre cause et sans effusion de sang ! Le gouvernement civil et militaire autrichien est renversé. Gloire à notre garde urbaine ! Les soussignés, vos concitoyens, ont conclu le traité suivant : Un gouvernement provisoire est établi, et provisoirement les soussignés ont dû s'y soumettre. Le traité sera publié aujourd'hui dans un supplément particulier de notre gazette.
Vive Venise ! vive l'Italie !

Pour éviter l'effusion du sang, S. Exc. le comte Ledwig Palffy, gouverneur des provinces vénitienes, a conclu avec les soussignés l'arrangement suivant :

1. En ce moment, le gouvernement civil et militaire cesse aussi bien

sur terre que sur mer; il est remis dans les mains du gouvernement provisoire qui a été établi, et a été accepté par les citoyens soussignés.

2. Les troupes du régiment Kinsky et les Croates, l'artillerie de campagne, le corps du génie quitteront la ville et tous les forts, et il ne restera à Venise que les troupes et les officiers italiens.

3. Le matériel de guerre de toute espèce restera à Venise.

4. Le transport des troupes aura lieu immédiatement par tous les moyens possibles, par mer pour Trieste;

5. Les familles des officiers et des soldats qui devront partir, seront protégées et obtiendront les moyens de transport d'un gouvernement à établir.

6. Tous les employés civils italiens ou non italiens sont garantis pour leur personne, leur famille, et leur fortune.

7. S. Exc. M. le comte Zichy donne sa parole d'honneur de rester le dernier à Venise, pour garantie de ce qui précède. Un paquebot sera mis à la disposition de S. Exc. pour sa personne, sa suite et les derniers soldats restés ici.

8. Toutes les caisses devant rester ici, il ne sera pris que l'argent nécessaire pour le paiement et le transport des troupes; le paiement a lieu pour trois mois.

Fait en double original.

Comte ZICHY, lieutenant-feld-maréchal, commandant de la ville

Signent les signatures du gouvernement provisoire ci-dessus.

Deux frégates anglaises ont paru devant Venise et ont fermé l'entrée du port pour tous les navires qui ne font pas voile sous pavillon autrichien.

Nouvelles de Belgique.

Dans la séance du sénat belge d'avant-hier, M. le baron de Royer a adressé des interpellations au gouvernement sur l'échauffourée de Mouscron. M. le ministre des affaires étrangères a déclaré que le cabinet a adressé des représentations au gouvernement provisoire de la république, qui a donné l'assurance la plus formelle qu'il est complètement étranger à ces ridicules manifestations, qu'il les a désavouées, et a hautement reconnu le droit absolu de repousser par la force de semblables tentatives.

Nous avons, a dit M. le ministre, la foi la plus ferme dans ces déclarations de M. de Lamartine.

Une dépêche télégraphique qui est parvenue au Préfet de Valenciennes, avant-hier au soir à dix heures, porte ce qui suit :

« Une émeute a éclaté à six heures du soir, à Gand, la force armée a dû intervenir et deux hommes du peuple ont été tués. Le Nouvelliste de Gand que nous recevons ce matin dit que pendant le tirage de son journal, l'on venait de blesser mortellement, près de ses bureaux, deux individus qui se trouvaient dans un groupe, se disposant à en délivrer un autre à la station. »

Nous manquons de détails ultérieurs sur cette échauffourée. Toutefois, nous pouvons assurer que force est restée à la loi. — Une dépêche télégraphique qui nous arrive à midi nous annonce que Gand est tranquille.

La même dépêche nous apprend qu'un étranger, bien mis, dépourvu de papiers, s'est brulé la cervelle dans la station de Landen.

Nous lisons dans l'Echo de la frontière, sous la date de Valenciennes, 31 mars :

Mercredi et jeudi, la rumeur dans les ateliers de Valenciennes, et dans les environs, contre les ouvriers belges qu'on veut faire partir, a continué. Des groupes se sont successivement transportés à divers domiciles qu'ils ont violés à l'effet d'en extraire les Belges auxquels ils ne donnaient ni heure ni moment pour faire leurs préparatifs. Des ouvriers mariés, ayant leur femme enceinte ou en couches, n'ont pas obtenu de partir. On a été jusqu'à vouloir faire partir les domestiques de Valenciennes à cause de leur qualité d'étrangers. La nuit dernière, on a pu sentir la force armée est intervenue, un des agitateurs a été conduit au corps de garde de la place. Les groupes n'ont nié ni réclamé avec menace, et l'autorité a cru devoir le relâcher. Il a été impossible de prévoir, après cela, que la tranquillité serait de plus en plus compromise.

« En effet, la commission chargée de faire afficher une proclamation, cet événement de l'histoire a été peu respectueux pour la tranquillité publique. Des attroupements ont continué à partir de Valenciennes vers les Belges et en troublant la tranquillité publique jusque fort avant dans la soirée de jeudi. L'immense majorité des citoyens, parmi lesquels on compte tous les bons ouvriers qui veulent travailler, espère que cet état de choses ne continuera pas; et il est tout à fait attentatoire à la liberté et il brise le principe de la fraternité des peuples. »

« Le numéraire est toujours rare à Valenciennes, on le réserve avec soin pour le paiement des quinzaines des ouvriers de l'arrondissement. Les contributions s'acquittent avec facilité jusqu'ici. Mais le ministre des finances ayant envoyé près de chaque receveur général un inspecteur chargé de veiller à ce que les recettes des contributions passent en numéraire à Paris, cela épuise les provinces qui n'ont pas, comme dans la capitale, un hôtel où l'on bat monnaie sans relâche. »

« Le travail est désorganisé dans les usines d'Aniches et dans celles métallurgiques de Denain, par suite de l'expulsion forcée des ouvriers belges. Le 29, vers six heures du soir, environ 250 ouvriers se sont présentés au débarcadère d'Abbeon, après avoir fait leur expédition à Aniches (celle du renvoi des Belges); ils ont pris possession du train de marchandises de fer, sans payer le prix de leur place, et se sont fait transporter à Denain. La plupart de ces individus étaient armés de bâtons. »

On lit dans l'Impartial de Bruges :

Le nommé Hoornaert, natif de Bruges, un des hommes de la bande de voleurs qui a dévalisé les Tuileries, a été arrêté aujourd'hui par les soins de la police locale.

Il s'était présenté chez le bijoutier de Valenciennes pour vendre deux diamants. — M. de Vos a eu la prudence d'arrêter le voleur; une visite domiciliaire a eu lieu, et on a trouvé pour un valeur de cent à cent cinquante mille francs de diamants.

Hoornaert a été déposé à la maison d'arrêt.

Nouvelles de France.

Paris 1^{er} avril
Le gouvernement provisoire vient de rendre le décret suivant :
« La révolution de février a affranchi notre belle patrie.
« La France républicaine n'a rien à redouter, mais elle doit se tenir en mesure de pourvoir à toutes les éventualités de l'avenir; elle doit

lère à ce que le drapeau, que le peuple français vient de lever, reste au-dessus de toutes les atteintes. La garde nationale et l'armée, unies dans un même sentiment, ont cette noble tâche à remplir.

Le gouvernement provisoire a voulu que les rangs de l'armée s'ouvrissent à l'ardente jeunesse entraînée vers elle par le sublime élan du patriotisme.

En conséquence, il a affranchi les enrôlements volontaires des entraves d'une durée trop prolongée du service militaire, il a décrété:

Art. 1^{er}. Tout Français sera reçu à contracter, dans l'armée de son choix, un engagement volontaire; la durée de cet engagement pourra n'être que de deux ans.

Art. 2. Dans aucun cas, les engagés volontaires ne pourront être envoyés en congé sans leur consentement.

Fait en conseil de gouvernement, le 31 mars 1848.

Les membres du gouvernement provisoire.

Le gouvernement provisoire vient d'adresser deux proclamations, l'une aux citoyens de Paris pour leur recommander l'ordre, et les engager à ne pas se livrer à des manifestations qui deviennent une cause d'alarme et de trouble pour la cité. L'autorité devra être consultée pour ces manifestations et les cérémonies républicaines qu'elle régularisera.

La seconde proclamation est adressée à l'armée, à qui elle recommande également l'ordre et la discipline. Il y est dit que bientôt des députations de l'armée seront réunies à Paris pour fraterniser avec le peuple et la garde nationale.

Un décret du gouvernement provisoire vient de supprimer à dater du 15 avril courant, la perception des droits de circulation et de détail sur les vins cidres, poirés et hydromels, ainsi que celle du droit de détail sur les alcools, esprits et liqueurs.

Il sera perçu, en remplacement, un droit général de consommation sur les vins, cidres, poirés et hydromels, ainsi que sur l'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits et liqueurs à destination tant des débitants que des consommateurs.

Avant-hier, vers une heure de l'après-midi, les membres du gouvernement provisoire se sont rendus au ministère de la guerre et ont assisté à une séance du conseil de défense, qui s'est prolongée jusqu'au commencement de la soirée.

On assure que des décisions importantes ont été prises relativement à des mouvements de troupes et à des marchés considérables à passer pour l'achat de 28,000 chevaux et d'équipages de campagne.

Une dépêche télégraphique vient de transmettre l'ordre au général commandant la 21^e division militaire (Perpignan) de diriger sur Grenoble les deux batteries d'artillerie de la garnison munies de tout le matériel de guerre.

Une compagnie des troupes du génie, appartenant à la première division militaire, vient d'être dirigée sur Mâcon, d'où probablement elle ira se joindre plus tard au corps d'armée qui doit se réunir près de Dijon.

A la suite des deux journées d'agitation à Rouen, dont nous avons parlé, nos lecteurs, M. Deschamps, commissaire du gouvernement à Rouen, a publié une proclamation suivie de l'arrêté que nous croyons devoir reproduire.

Art. 1^{er}. Tous attroupements sur la voie publique, toute promenade en troupe sur les rues sont formellement interdits.

2. Les chefs de ces attroupements, tous ceux qui marcheraient à leur tête, tous ceux qui les dirigeraient comme porteurs de drapeaux ou de tambours, ou en toute autre qualité, seront à l'instant même mis sous la main de la justice et poursuivis conformément aux lois.

3. Les attroupements seront dissipés sans délai par l'emploi de la force publique.

4. Toute réunion de citoyens ayant des réclamations à présenter à l'autorité sur des questions concernant leur intérêt ou leur droit, pourront se prononcer en petit nombre aux autorités compétentes pour exposer leurs griefs.

5. Les dispositions du présent arrêté se combineront avec l'application de lois précédentes sur la matière, quant aux peines à prononcer contre les délinquants et quant à tous les cas non prévus.

6. Toutes les autorités sont requises de prêter leur concours à son exécution, ainsi que tous les citoyens du patriotisme de tous les bons citoyens.

La Bourse a été vivement affectée par la nouvelle de la suspension de paiements de M. Paccard, Dufour et comp., banquiers suisses de notre ville. Ils avaient beaucoup d'actions d'Orléans et des bons de cette compagnie. Mais comme les bons sont ajournés à six mois, ils ont été obligés de vendre depuis quelques jours leurs actions d'Orléans à tout prix, et c'est en grande partie ce qui a fait tomber cette valeur au pair.

Le National dément la nouvelle donnée par plusieurs journaux et que nous avons reproduite, que le général Cavaignac avait refusé le ministère de la guerre. Hier on n'avait encore vu à Paris aucune réponse du général.

Des rassemblements tumultueux ont eu lieu à Lyon, dans le but de contraindre les établissements industriels à chasser tous les ouvriers étrangers. M. Emmanuel Arago, commissaire du gouvernement, a résisté avec énergie à ces prétentions.

Plusieurs manufactures de commerce de Lyon ont suspendu leurs paiements à la fin de la semaine dernière. On en cite deux parmi les marchands-fabricants. Les affaires semblaient se ranimer, il y a quelques jours, sont retombées dans la stagnation la plus complète.

Jendi une bande de 1500 ouvriers armés sont entrés dans Amiens, sortant du débarcadere du chemin de fer et venant de Paris. Cette cohorte se présenta d'abord à la préfecture, et manifesta sa volonté de planter plusieurs arbres de la liberté à Amiens. Le maire, le procureur-général et le commissaire du département, durèrent se mettre à sa tête, ainsi que l'évêque, et procéda à la cérémonie pour éviter des troubles sérieux. Après la bénédiction de l'arbre et une décharge de fusils et de pistolets, les ouvriers de Paris se rendirent au débarcadere où il leur fut servi un dîner.

La garde nationale n'avait pu être prévenue, car le dimanche, chacun sortit tranquillement et se trouvait sans force devant les portes, plusieurs ont été désarmés. La garnison était consignée dans les casernes. Ces deux cents hommes ont été maîtres d'Amiens pendant deux heures.

Enfin, ils repartirent vers huit heures du soir par un convoi spécial, et la tranquillité commençait à revenir, lorsque cent nouveaux ouvriers arrivèrent de Paris. Les premiers étaient partis sur la fausse nouvelle qu'on leur avait fait parvenir d'une insulte imaginaire et deux fois répétée, faite à un arbre de la liberté planté à Amiens, les derniers venaient au secours

de leurs frères dont on leur avait fait dire le massacre dans les rues de cette ville. On parvint à leur faire comprendre que tous ces bruits étaient faux, et après s'être rafraîchis à la gare, ils consentirent à repartir à leur tour.

Des troubles d'un caractère assez sérieux ont eu lieu à Dôle. Une partie du régiment de chasseurs en garnison dans cette ville a méconnu l'autorité des officiers, et chassé un adjudant qu'on disait un peu sévère.

Le National, pour expliquer la ruine du commerce, n'a rien trouvé à dire; si ce n'est qu'elle est le produit de la malveillance systématique.

La Presse dit à ce propos dans une réponse au National:

« C'est par malveillance systématique qu'on dépose son bilan! C'est par malveillance systématique que les fabricants se séparent d'ouvriers avec lesquels ils avaient vieilli! C'est par malveillance systématique que les marchands ne vendent pas! C'est par malveillance systématique que d'excellents ouvriers qui gagnaient 3 et 4 francs par jour se condamnent à aller remuer de la terre moyennant 1 fr. 50 c. par jour? C'est par malveillance systématique que de malheureux artistes, de malheureux écrivains, se résignent à traîner la brulette? C'est par malveillance systématique que le même rentier qui avait 116,000 fr. de capital le 23 février, n'en a plus aujourd'hui que 61,000; perte 55,000 fr. en 35 jours! C'est par malveillance systématique que, n'ayant plus d'argent et ne trouvant plus de crédit, l'acheteur n'achète plus? »

La liberté de la presse a subi hier une grave atteinte. Trois ou quatre cents individus ont assailli les bureaux de la Presse, où cependant ils n'ont fait aucun dégât. Ils se sont rendus ensuite au gouvernement provisoire; mais M. de Lamartine a blâmé en termes très-énergiques l'attentat qu'ils venaient de commettre.

Aujourd'hui la Presse, après avoir déclaré que tout serait perdu si la liberté d'écrire était entravée par des démonstrations pareilles à celles qui ont eu lieu dans ses bureaux, explique ainsi les motifs de sa conduite:

« Chaque jour nous voyons monter plus haut le flot de la ruine de l'Etat et de la misère des travailleurs, et vous voulez que nous réprimions en nous le cri qui s'échappe! et vous voulez que nous ne ressentions ni amertume, ni impatience!

« Qu'êtes-vous donc et que voulez-vous donc, pour nous condamner ainsi à l'insensibilité, à la la surdité, à l'aveuglement? »

« Nos yeux voient toutes les souffrances s'aggraver, et vous voulez qu'ils se ferment!

« Nos oreilles entendent les gémissements les plus déchirants, et vous voulez qu'elles ne les écoutent pas!

« Vous voulez que nous ne soyons pas émus moins encore de ce triste spectacle que de l'avenir que nous pressentons, si l'on ne se hâte de le conjurer par les mesures les plus énergiques!

« Vous voulez que nous ne signalions pas le mal quand il nous apparaît; vous voulez que nous laissions silencieusement la plaie s'envenimer; vous voulez que nous soyons indifférents et patients! Cela nous est impossible. »

Le Courrier de Marseille, du 23, a publié l'avis suivant:

Le Courrier de Marseille n'a pu paraître ce matin. Diverses demandes élevées par les ouvriers compositeurs de tous les journaux de Marseille, et sur lesquelles les chefs d'imprimerie n'ont pu s'accorder avec eux, ont été suivies de l'abandon général des ateliers de typographie hier à quatre heures de l'après-midi.

On lit dans une correspondance de Paris adressée à l'Indépendance:

Aujourd'hui, les perturbateurs se sont portés au local où se vend la deuxième édition de la Presse. Ils ont tout brisé, pillé et déchiré les numéros dont ils ont pu se saisir. Quelques cricurs ont été renversés et blessés sur les boulevards.

Ce soir, il y a de nouveaux attroupements. Des orateurs haranguent la multitude.

Les impôts ne rentrent que très-difficilement. L'encaisse du trésor en numérique diminue chaque jour bien que le gouvernement le ménage beaucoup, parce qu'il ne sait comment le remplacer. Les employés des diverses administrations ont été payés hier en billets de banque.

On assure que le gouvernement a demandé à la banque un prêt de 40 à 50 millions sans intérêt. D'autres personnes disent qu'il s'est adressé à M. de Rothschild.

Des bruits de toute espèce circulent ici et se propagent, en dépit de leur invraisemblance. Avant-hier, il s'agissait d'un complot, concerté entre MM. Raspail, Cabet, Blanqui et Barbès, pour remplacer le gouvernement provisoire. On montrait comme une des conséquences de la découverte de ce complot, la démission donnée par M. Barbès de ses fonctions de gouverneur du Luxembourg. Mais je vous ai dit déjà que M. Barbès n'avait accepté que pour la forme le commandement du palais de l'ex-chambre des pairs, qu'il a habité en 1839 comme prisonnier d'Etat. Le prétendu gouverneur du Luxembourg n'y a pas mis les pieds depuis le 24 février, et c'est M. Louis Blanc qui s'y prélassait dans les salons de M. de Cazes, qu'il a occupés avant même que la duchesse en fût partie et que son déménagement fût terminé. On a dit que c'est sur ordre de M. Barbès que la prison d'Etat du Petit-Luxembourg avait été démolie; ceci est encore une histoire faite à plaisir. C'est M. Dupont de l'Eure qui, en remplaçant M. Pasquier au Petit-Luxembourg, a donné l'ordre de faire démolir de l'ancien palais du chancelier les grilles et les verrous, depuis aujourd'hui un anachronisme.

La Bourse de Paris a été attristée hier par la nouvelle de plusieurs suspensions de paiements. On citait, à cette occasion, une des maisons de banque les plus honorables de Paris; elle a succombé, comme tant d'autres sans doute, à la difficulté de se procurer de l'argent avec des titres qui, il y a six semaines, représentaient d'immenses capitaux. Aux cours actuels, il est peu d'actions, celles des chemins de fer, par exemple, dont il soit permis, dans son propre intérêt comme dans l'intérêt d'autrui, de tenter la négociation, puisque l'on ne saurait l'opérer en aucune circonstance dans de plus fâcheuses conditions; c'est là ce qui a dû déterminer plusieurs maisons à suspendre leurs paiements avant d'avoir épuisé les dernières ressources de leur portefeuille, qu'il était plus sage de ménager pour l'avenir comme une planche de salut à leurs créanciers.

S'il fallait s'en fier à la bonne foi des journaux de Paris, l'ordre le plus parfait régnerait aujourd'hui dans cette capitale. Il ne s'y commettrait plus ni crimes, ni délits. Or, nous tenons d'un voyageur, qui revient de Paris, que la Morgue est chaque jour tellement encombrée de cadavres; qu'on ne peut les y déposer. Ce simple fait n'en dit que trop sur le degré de

sécurité que présente maintenant la capitale de la France. (Corresp.)

M. Alexandre Dumas tient absolument à devenir un homme politique et à faire parler de lui comme tel. En outre de sa collaboration quotidienne à la Liberté, il fait annoncer le journal le Mois, qu'il promet de remplir en entier de sa main. Hier il a assisté, à Saint-Germain, à la plantation d'un arbre de la liberté qu'il a fait prendre dans son jardin de Monte-Christo. A cette occasion il a prononcé un discours, puis il s'est rendu au club des travailleurs où il en a débité un second, pour démontrer que, par l'émission de ses livres et par la représentation de ses drames, il avait nourri pendant quinze ans une moyenne de plus de deux mille personnes par jour.

Une scène drôlatique s'est passée mercredi soir dans le club des Prévoyants. Un orateur ayant pris la parole contre le président, celui-ci s'est levé et a donné un soufflet à l'orateur.

Le président a été mis à la porte à l'unanimité. Le président des Prévoyants n'avait pas prévu celle-là. (Corr.)

Koninklijke Holl. Schouwburg.

Op Dingsdag 4 Maart 1848. (N^o 46 in het abonnement.)

Eene tweede voorstelling van:

De Rentmeester,

blijspel in vier bedrijven, naar het Hoogduitsch van H. K. H. Mevrouw de prinses Amalia van Sakson, door C. J. Koobel.

Gevolg door:

De Staats-Orkaan,

dichtstuk door den heer R. H. van Someren, voortgedragen door den heer A. Peters. Tot slot:

De Twee Echtschelingen,

blijspel in een bedrijf, het Fransch gevolgd door M. J. Ruffa.

De aanvang ten HALF ZEVEN ure.

Verwacht Vrijdag 7 April. HET TURFSCHIP VAN BREDA, historisch toneelstuk in drie bedrijven, uit de XVI eeuw.

Cours des Fonds Publics.

Bourse de Paris du 1^{er} Avril.

Fonds	COURS	
	31 mars.	1 ^{er} avril.
France	59 25	58 75
Emprunt 1848	90 25	90 50
Emprunt nouveau	—	—
Emprunt Ardennes 3 p.c.	—	—
Anc. différée	—	—
Nouv. dito	—	—
Passive	—	—
Naples	—	—
Certificats Falconet	—	—
Pays-Bas	—	—
Detto active	2	—
Detto active	5	—
Dito	3	—
Belgique	—	—
Banque belge	—	—

Bourse de Paris du 1^{er} avril.

La rente a encore été lourde pendant toute la bourse, mais les affaires ont été peu importantes. On ne parlait plus de la nouvelle repandue hier d'un emprunt de 50 millions de francs accordé au gouvernement par la Banque de France. On disait que la plus grande agitation régnait en Prusse aux environs de Berlin, et que les populations se montraient disposées à chasser le roi de son trône et à proclamer la république. Les chemins de fer étaient sans variations importantes. Il y avait des demandes sur le Strasbourg parce que la compagnie a annoncé qu'elle pouvait se passer de nouveaux versements jusqu'à la fin de l'année Le 3 p. c. a varié de 40 fr. à 39 25. Le 5 p. c. de 60 fr. à 58 75, et reste à 59 25. Les bons du trésor ont fait 44 p. c. de perte.

Bourse d'Anvers du 1^{er} Avril.

Métalliques 5 % 74. — Naplcs 5 % 72. — Ard. 5 % 7 P. — Detto différée ancienne 2. — Passive 5 % 4. — Bourse de Rome. — Cours après la Bourse (24 heures), Ardennes 7.

Bourse de Londres du 31 Mars.

3% Cons. 81 1/2, 1/2. — 2 1/2 % Holl. 36, 38. — 4% id. 57, 59. — Exp 5 % 10 1/2, 11 1/2. — 3% 20 1/2, 21 1/2. — Portug. 4 % 14 1/2, 15 1/2.

Bourse de Vienne du 26 Mars.

Métalliques 5 % 74. — Lots de fl. 500, 136. — Lots de fl. 250, 91. — Actions de la banque 1195.

CHEMIN DE FER HOLLANDAIS. - PERIODE D'HIVER.

HEURES DE DEPART:

D'Amsterdam à Rotterdam.

AU DÉPART	DE	DE	DE	DE	DE	DE	DE	DE	DE	DE	DE	DE	DE	ARRIVÉE A
D'AMSTERDAM.	HARLEM.	VOLEZANG.	VENENBURG.	WARHOUD.	LEIDE.	VOORSCHEVEN.	LA HAYE.	ELZWIJ.	DELFT.	SCHIEDAM.	ARRIVÉE A	ROTTERDAM.		ROTTERDAM.
h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.
9-00	9-35	9-49	9-59	10-20	10-32	10-42	11-2	9-00	9-6	9-18	9-38	9-45		
11-15	11-45	—	—	—	12-26	—	12-50	—	11-19	11-38	11-45			
4-30	5-5	5-19	5-20	5-50	6-2	6-12	6-33	6-35	6-29	7-8	7-8			
7-30	8-5	8-19	8-20	8-51	9-8	9-18	9-38	9-46	9-37	10-16	10-23			

De Rotterdam à Amsterdam.

DÉPART DE	DE	DE	DE	DE	DE	DE	DE	DE	DE	DE	DE	ARRIVÉE A
ROTTERDAM.	SCH. SDAM.	DELFT.	ELZWIJ.	LA HAYE.	VOORSCHEVEN.	LEIDE.	WARHOUD.	VENENBURG.	VOLEZANG.	HARLEM.	ARRIVÉE A	AMSTERDAM.
h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.
8-00	8-12	8-31	8-37	8-49	9-8	9-18	9-24	9-45	9-56	10-15	10-45	
12-00	12-11	12-29	—	12-45	—	1-7	—	—	—	1-50	2-15	
3-00	3-12	3-31	3-37	3-49	4-8	4-18	4-25	4-46	4-56	5-15	5-45	
5-30	5-42	6-2	6-9	—	—	—	—	—	—	—	—	
7-45	7-57	8-16	8-22	8-33	8-43	9-3	9-10	9-31	9-41	10-00	10-30	

LA HAYE, chez Léopold Loebenberg, N^o 75.

Dépôt général à Amsterdam chez M. SCHONCKVELD et Fils, Beurssteeg; et à Rotterdam, chez S. VAN RYEN SMOEK Hoofdsteeeg.